

KHERSON, 2022 : UN MUSÉE VIDÉ EN CINQ JOURS

Au cours des deux dernières semaines précédant le retrait des forces russes de Kherson, des personnes travaillant pour les autorités d'occupation ont chargé sur des camions les collections des musées, les archives et les reliques de la cathédrale. Du seul Musée régional d'art Oleksii Chovkounenko, plus de 10 000 œuvres sont parties entre le 31 octobre et le 4 novembre 2022 pour un musée de la Crimée occupée. La Russie a parlé d'évacuation. Le Procureur général de l'Ukraine a désigné deux suspects ; l'UE et les États-Unis ont sanctionné les responsables.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

PROJET — non publié. Projet destiné à l'éditeur. Chiffres vérifiés au regard du Bureau du Procureur général tel que rapporté par Ukrainska Pravda (10 févr. 2026), de Human Rights Watch (20 déc. 2022), de la liste vérifiée de l'UNESCO (29 sept. 2026) et des registres des sanctions de l'UE et des États-Unis résumés par US Art News (juin 2023). La notification du Bureau du Procureur général elle-même et les entrées du Journal officiel de l'UE restent à lier directement avant publication. Photos : la couverture du musée sur Commons est faible ; le catalogue des « objets volés » du HUR n'est utilisé que pour des liens, pas pour des images.

10,223+

objets emportés du Musée régional d'art de Kherson entre le 31 oct. et le 4 nov. 2022 vers le « Musée central de Tauride » à Simferopol

B

Bureau du Procureur général, notifications de soupçon (annoncées le 10 févr. 2026)

~10 000 sur ~13 500

œuvres emportées par environ 10 « spécialistes de l'art » et plus de 30 assistants avec deux camions — l'essentiel de la collection

C

Human Rights Watch, 20 déc. 2022

4

Institutions de Kherson pillées en deux semaines : le musée d'art, le musée régional (24–26 oct.), la cathédrale Sainte-Catherine (26 oct.) et les archives régionales (30 oct. – 4 nov.)

C

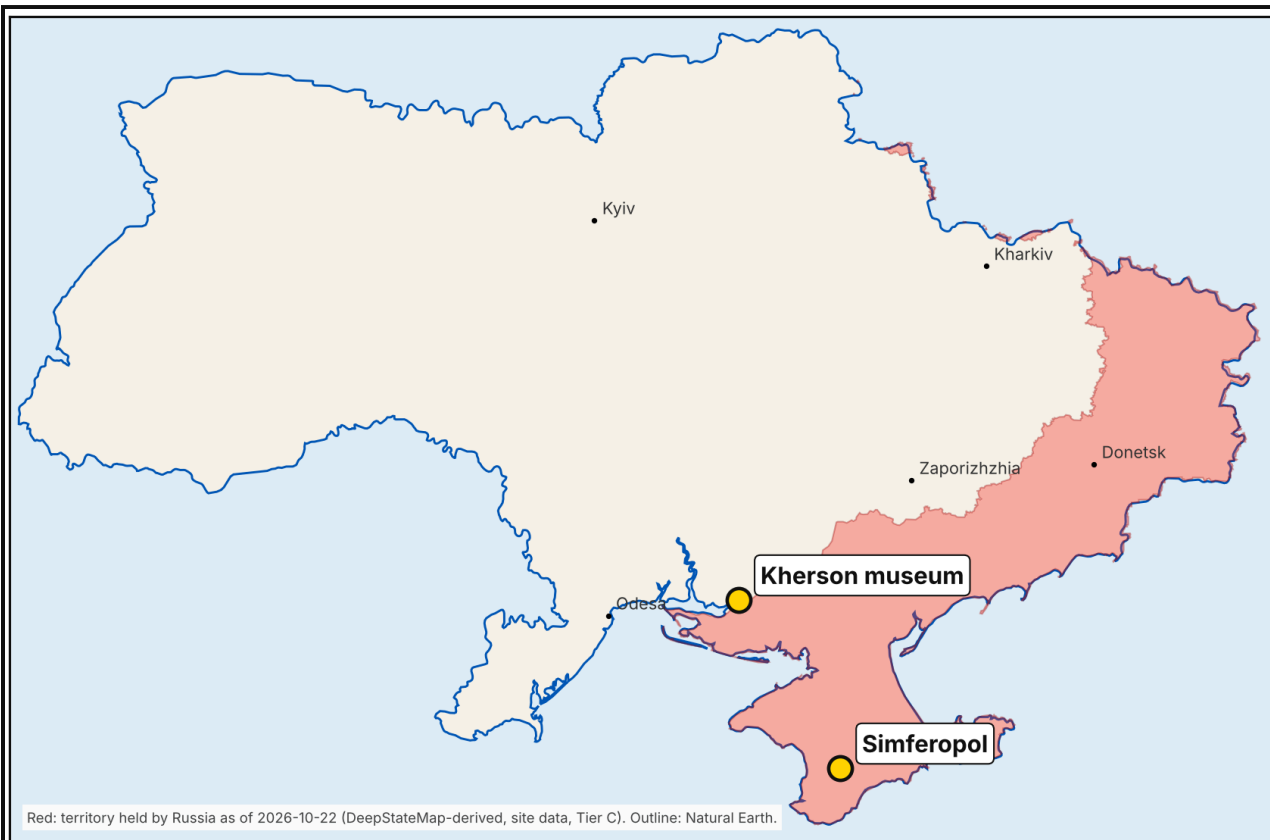
Human Rights Watch, 20 déc. 2022

563 · 43

sites culturels en Ukraine dont les dommages ont été vérifiés par l'UNESCO · dont musées

A

UNESCO, chiffres au 29 sept. 2026



L'ESSENTIEL

Un enlèvement organisé, pas une évacuation. Des témoins ont dit à HRW que du personnel nommé par la Russie, des « spécialistes de l'art » venus de Crimée et des dizaines d'assistants ont emballé la collection en cinq jours, sous la garde des forces russes. Les œuvres sont allées à Simferopol — dans un autre territoire occupé, et non en lieu sûr pour leurs propriétaires.

Nommés et sanctionnés. Le Procureur général de l'Ukraine a notifié des soupçons à la directrice du musée nommée par la Russie et au premier vice-ministre de la Culture par intérim de l'administration d'occupation (annoncé le 10 févr. 2026). L'UE et la Suisse ont sanctionné le directeur du musée de Simferopol qui détient les œuvres (juin 2023) ; l'UE et les États-Unis ont sanctionné la directrice de Kherson nommée par la Russie.

Une partie d'une tendance. HRW a documenté la même pratique à Marioupol, Melitopol et Nova Kakhovka. Le transfert de biens culturels hors d'un territoire occupé est interdit par le Premier Protocole de la Convention de La Haye de 1954, auquel la Russie et l'Ukraine sont toutes deux parties.

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

TRANSFERT DE >10 000 ŒUVRES EN CRIMÉE, 31 OCT. - 4 NOV. 2022 — ÉTABLI (BUREAU DU PROCUREUR GÉNÉRAL ; HRW ; REGISTRES DES SANCTIONS)

PILLAGE DE MUSÉES SOUS OCCUPATION : MARIOUPOL, MELITOPOL, NOVA KAKHOVKA, KHERSON — TENDANCE (HRW)

LE PILLAGE, CRIME DE GUERRE — POSITION (HRW ; UKRAINE, ART. 438 CPU)

Établi. L'enlèvement de plus de 10 223 objets du Musée régional d'art de Kherson vers Simferopol entre le 31 oct. et le 4 nov. 2022 est documenté par les notifications de soupçon du Procureur général et par les entretiens de HRW avec des témoins ; les sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis nomment les responsables impliqués. **Tendance.** HRW : la même pratique dans au moins cinq autres institutions du Sud (Marioupol, Melitopol, Nova Kakhovka). **Position.** HRW qualifie le pillage de crimes de guerre ; l'Ukraine le poursuit comme violation des lois et coutumes de la guerre. Aucune juridiction internationale ne s'est encore prononcée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Vérifier la provenance de toute œuvre ukrainienne proposée sur le marché ; inscrire les œuvres de Kherson dans les registres nationaux et d'Interpol des œuvres d'art volées ; faire de la restitution des biens culturels pillés une condition de tout règlement ; aligner les sanctions sur les inscriptions de l'UE.

Sources : A — UNESCO, Sites culturels endommagés en Ukraine vérifiés par l'UNESCO (chiffres au 29 sept. 2026) ; Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole (textes des traités). B — Bureau du Procureur général, notifications de soupçon (rapportées par Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026) ; HUR, catalogue des « objets volés » (war-sanctions.gur.gov.ua). C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russians Pillage Kherson Cultural Institutions » (20 déc. 2022) ; US Art News (sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis, juin 2023) ; Kyiv Independent, Artnet, The Moscow Times (nov. 2022). RU — déclarations de l'administration de Kherson installée par la Russie, 26 oct. 2022 (via HRW). Toutes consultées le 24 oct. 2026.

MUSÉES DE KHERSON
PROJET V0.1 · 24 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
REGISTRE DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

CINQ JOURS, DEUX CAMIONS, UNE COLLECTION

Le musée d'art abritait l'une des plus riches collections du sud de l'Ukraine — peinture ukrainienne, russe et d'Europe occidentale des XVIIIe–XXe siècles. Dans la semaine précédant le retrait, elle a été emballée et transportée de l'autre côté du Dniepr, puis jusqu'en Crimée.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

mars 2022	Les forces russes occupent Kherson ; le personnel du Musée régional d'art cache une partie de la collection. C — HRW, 20 déc. 2022
juil. 2022	Les autorités d'occupation nomment une nouvelle directrice du musée d'art. C — registre des sanctions de l'UE via US Art News
24-26 oct. 2022	Environ 70 personnes vident le Musée régional de Kherson ; HRW recense au moins 450 objets manquants, dont de l'or scythe et des vases grecs. C — HRW, 20 déc. 2022
26 oct. 2022	Environ 50 soldats retirent les restes du prince Grigori Potemkine de la cathédrale Sainte-Catherine ; les responsables de l'occupation parlent d'« évacuation » et d'« entreposage sûr ». C — HRW, 20 déc. 2022
30 oct. - 4 nov. 2022	Des camions emportent l'essentiel des documents des XVIIIe et XIXe siècles des archives régionales. C — HRW, 20 déc. 2022
31 oct. - 4 nov. 2022	Plus de 10 223 objets emportés du Musée régional d'art de Kherson vers le « Musée central de Tauride », à Simferopol. B — Bureau du Procureur général (annoncé le 10 févr. 2026)
11 nov. 2022	Les forces ukrainiennes reviennent à Kherson ; le personnel trouve les salles du musée d'art vides. C — HRW ; Kyiv Independent
21-27 juin 2023	L'UE et la Suisse sanctionnent le directeur du musée de Simferopol qui détient les œuvres. C — registre des sanctions de l'UE via US Art News
Janv. - févr. 2026	Le Procureur général notifie des soupçons à la directrice du musée nommée par la Russie et à un responsable du « ministère de la Culture » de l'occupation. B — Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026
29 sept. 2026	La liste vérifiée de l'UNESCO atteint 563 sites culturels endommagés en Ukraine, dont 43 musées (l'enlèvement des collections n'est pas comptabilisé). A — UNESCO

CE QUE LES TÉMOINS ET LES ENQUÊTEURS ONT ÉTABLI

HRW a interrogé le personnel du musée et des témoins : environ 10 « spécialistes de l'art » russes et au moins 30 autres personnes ont emporté environ 10 000 des quelque 13 500 œuvres entre le 31 oct. et le 4 nov. 2022, au moyen de deux camions ; ils ont dit au personnel que le but était de préserver la collection du « pillage ou de la destruction par les forces armées ukrainiennes ».

Le Procureur général dénombre plus de 10 223 objets et en retrace le parcours jusqu'au « Musée central de Tauride » à Simferopol ; deux suspects désignés (annoncé le 10 févr. 2026).



Le bâtiment du Musée d'art de Kherson, ancienne Douma municipale, rue Soborna, avant l'invasion à grande échelle (2009). Photo : Павло Подобєд · Domaine public · via Wikimedia Commons

CE QUI A ÉTÉ EMPORTÉ

Du musée d'art : l'essentiel de la collection — peintures, arts graphiques et arts décoratifs, dont des œuvres d'Ivan Aïvazovski et de peintres ukrainiens de l'école de Kherson (HRW ; catalogue du HUR).

De la ville : de l'or scythe et des pièces grecques antiques du musée régional, des documents des archives régionales et les restes du prince Potemkine de la cathédrale Sainte-Catherine (HRW).

TÉMOINS, SUSPECTS, SANCTIONS

Il n'existe pas de constatation de l'ONU propre aux musées de Kherson. Le dossier repose sur l'affaire pénale ukrainienne, une enquête indépendante avec des témoins identifiés et les décisions de sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis.

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

UNESCO, liste vérifiée des sites culturels endommagés (chiffres au 29 sept. 2026) : 563 sites, 43 musées — dommages physiques uniquement ; le pillage de collections n'est pas comptabilisé. C

Convention de La Haye de 1954, Premier Protocole, par. 1 : une puissance occupante doit empêcher l'exportation de biens culturels hors du territoire occupé (texte du traité ; les deux États sont parties). C

ENQUÊTE UKRAINIENNE

Bureau du Procureur général : plus de 10 223 objets emportés du 31 oct. au 4 nov. 2022 ; notifications de soupçon à la directrice nommée par la Russie et à un responsable du « ministère de la Culture » de l'occupation (annoncé le 10 févr. 2026). C

Témoignages du personnel du Musée d'art de Kherson cités par des responsables et médias ukrainiens, nov. 2022 C

Renseignement militaire ukrainien (HUR), catalogue des « objets volés » : œuvres de la collection de Kherson, avec descriptions. C

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

Human Rights Watch, 20 déc. 2022 : deux musées, une cathédrale et des archives pillés ; ~10 000 œuvres sur ~13 500 ; noms des témoins non divulgués. C

Registres des sanctions de l'UE et de la Suisse (juin 2023) et Département d'État américain (résumés par US Art News). C

Kyiv Independent, Artnet, The Moscow Times (nov. 2022) : reportages de l'époque sur les camions quittant le musée. C

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS

Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
10,223+	objets emportés du musée d'art	Bureau du Procureur général · B
~10 000 sur ~13 500	œuvres emportées	HRW · C
450+	objets manquants au musée régional	HRW · C
~180,000	objets détenus par le musée régional avant le pillage	HRW · C
5 jours	31 oct. – 4 nov. 2022	Bureau du Procureur général ; HRW
563 · 43	sites endommagés vérifiés par l'UNESCO · musées	UNESCO · A



Kherson après la libération, 14 nov. 2022 — dix jours après que les autorités d'occupation ont fini d'emporter la collection du musée. Photo : Defense of Ukraine · Domaine public · via Wikimedia Commons

Les 10 223 du Bureau du Procureur général et les ~10 000 de HRW décrivent le même enlèvement à partir d'inventaires différents. Les sources russes décrivent les œuvres comme « évacuées » et conservées à Simferopol — ce qui confirme où elles se trouvent.

Sources : A — UNESCO, Sites culturels endommagés en Ukraine vérifiés par l'UNESCO (chiffres au 29 sept. 2026) ; Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole (textes des traités). B — Bureau du Procureur général, notifications de soupçon (rapportées par Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026) ; HUR, catalogue des « objets volés » (war-sanctions.gur.gov.ua). C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russians Pillage Kherson Cultural Institutions » (20 déc. 2022) ; US Art News (sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis, juin 2023) ; Kyiv Independent, Artnet, The Moscow Times (nov. 2022). RU — déclarations de l'administration de Kherson installée par la Russie, 26 oct. 2022 (via HRW). Toutes consultées le 24 oct. 2026.



UNE DIRECTRICE, UN RESPONSABLE, UN MUSÉE DESTINATAIRE

L'affaire de Kherson est l'une des rares de ces archives où les personnes ayant commis l'acte sont nommées dans des dossiers pénaux et des registres de sanctions. Les commandants qui ont fourni les camions et l'escorte ne le sont pas.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
Directrice nommée par la Russie, Musée régional d'art de Kherson nommée en juil. 2022	A supervisé l'enlèvement de la collection avec les forces de sécurité russes (UE, États-Unis)	Notification de soupçon du Bureau du Procureur général (2026) ; sanctions de l'UE et des États-Unis	UE, États-Unis
Premier vice-« ministre de la Culture » par intérim, administration d'occupation de la région de Kherson	A organisé le transfert vers la Crimée (Bureau du Procureur général)	Notification de soupçon du Bureau du Procureur général (2026)	—
Directeur, « Musée central de Tauride », Simferopol	Détient les œuvres sous son contrôle (UE)	Sanctions de l'UE et de la Suisse, juin 2023	UE, CH
Forces russes à Kherson, oct. – nov. 2022	Ont gardé le chargement ; des soldats ont retiré les restes de Potemkine (HRW)	Non identifiés dans les registres publics	—

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

Administration d'occupation (décision et présentation en « évacuation ») → directrice du musée nommée par la Russie et « spécialistes de l'art » venus de Crimée (emballage) → forces russes (escorte et transport) → musée destinataire à Simferopol (garde).

Des responsables installés par la Russie ont publiquement parlé de sauver des monuments « même au prix d'une évacuation » (26 oct. 2022), plaçant l'opération sous l'autorité de l'administration.

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

Les responsables de l'occupation ont annoncé l'« évacuation » des monuments et des reliques le 26 oct. 2022 (HRW).

Les œuvres sont détenues par un musée d'État en Crimée occupée ; la Russie n'a pas proposé leur restitution.

Les noms des deux suspects du Bureau du Procureur général figurent dans l'article des médias ukrainiens ; le Hub n'indique que les fonctions tant que la notification du Bureau n'est pas liée.

Sources : A — UNESCO, Sites culturels endommagés en Ukraine vérifiés par l'UNESCO (chiffres au 29 sept. 2026) ; Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole (textes des traités). B — Bureau du Procureur général, notifications de soupçon (rapportées par Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026) ; HUR, catalogue des « objets volés » (war-sanctions.gur.gov.ua). C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russians Pillage Kherson Cultural Institutions » (20 déc. 2022) ; US Art News (sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis, juin 2023) ; Kyiv Independent, Artnet, The Moscow Times (nov. 2022). RU — déclarations de l'administration de Kherson installée par la Russie, 26 oct. 2022 (via HRW). Toutes consultées le 24 oct. 2026.

MUSÉES DE KHERSON

PROJET V0.1 · 24 OCT. 2026 · NON

PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET

REGISTRE DES CORRECTIONS SUR LE

UKRAINE EVIDENCE HUB



UNE « ÉVACUATION » VERS UN AUTRE TERRITOIRE OCCUPÉ

La ligne russe veut que les œuvres aient été évacuées pour les protéger des bombardements ou du pillage ukrainiens. Elles ne sont allées ni dans un dépôt neutre ni chez leurs propriétaires, mais dans un musée géré par la Russie en Crimée occupée, où elles se trouvent toujours quatre ans plus tard.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

EKATERINA GOUBAREVA, VICE-CHEFFE DE L'ADMINISTRATION DE KHERSON INSTALLÉE PAR LA RUSSIE · 26 OCT. 2022

« [Le monument] doit être sauvé à tout prix, même au prix d'une évacuation. »

Human Rights Watch, 20 déc. 2022

« SPÉCIALISTES DE L'ART » RUSSES AU MUSÉE D'ART DE KHERSON · 31 OCT. - 4 NOV. 2022 (PROPOS TENUS AU PERSONNEL)

« [Le but est de préserver la collection du] pillage ou de la destruction par les forces armées ukrainiennes. »

Human Rights Watch, 20 déc. 2022

L'ENLÈVEMENT PRÉSENTÉ COMME UNE ÉVACUATION

Quelques jours plus tard, plus de 10 223 objets quittaient le musée d'art pour Simferopol (Bureau du Procureur général) ; HRW qualifie ces enlèvements de pillage.

Ce que l'affirmation concède : Que l'administration d'occupation elle-même a ordonné l'enlèvement des biens culturels de Kherson.

NON ÉTAYÉ

Aucune frappe ukrainienne sur le musée ni aucun pillage par les forces ukrainiennes n'est documenté ; les œuvres ont été soustraites au contrôle de l'Ukraine, emportées en Crimée et n'ont pas été restituées.

Ce que l'affirmation concède : Que l'enlèvement a été planifié et doté en personnel, et non un sauvetage improvisé.

POUR ÊTRE JUSTE

Certains musées déplacent effectivement leurs collections pour les protéger en temps de guerre — l'Ukraine l'a fait elle-même en 2022. Le critère est de savoir qui décide, où vont les œuvres et si elles reviennent : ici, la puissance occupante a décidé, les œuvres ont quitté le contrôle de leur propriétaire et aucune n'a été restituée.

Les témoins de HRW sont anonymes pour leur sécurité ; l'affaire du Bureau du Procureur général n'a pas encore été jugée. Le Hub les signale en conséquence.

Sources : A — UNESCO, Sites culturels endommagés en Ukraine vérifiés par l'UNESCO (chiffres au 29 sept. 2026) ; Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole (textes des traités). B — Bureau du Procureur général, notifications de soupçon (rapportées par Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026) ; HUR, catalogue des « objets volés » (war-sanctions.gur.gov.ua). C — Human Rights Watch, « Ukraine: Russians Pillage Kherson Cultural Institutions » (20 déc. 2022) ; US Art News (sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis, juin 2023) ; Kyiv Independent, Artnet, The Moscow Times (nov. 2022). RU — déclarations de l'administration de Kherson installée par la Russie, 26 oct. 2022 (via HRW). Toutes consultées le 24 oct. 2026.

MUSÉES DE KHERSON
PROJET V0.1 · 24 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
REGISTRE DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



UN OCCUPANT PEUT PROTÉGER UN MUSÉE, PAS LE VIDER

En vertu du droit de l'occupation, la puissance occupante doit sauvegarder les biens culturels et empêcher leur exportation. Transférer la collection d'un musée vers un autre territoire qu'elle contrôle, sans le consentement du propriétaire et sans restitution, est précisément le comportement que le Premier Protocole de la Convention de La Haye de 1954 a été conçu pour empêcher.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

Enlèvement de plus de 10 223 objets vers
Simferopol, 31 oct. – 4 nov. 2022 (Bureau du
Procureur général ; HRW).

Sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis
contre les responsables (2023).

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Pillage de musées sous occupation à Marioupol (avr.
2022), Melitopol (avr. 2022), Kherson (oct. – nov.
2022) et Nova Kakhovka (nov. 2022) — HRW.

Enlèvement présenté à chaque fois comme une «
évacuation » ou un « entreposage sûr ».

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

Human Rights Watch : le pillage constitue des crimes
de guerre.

Ukraine : violation des lois et coutumes de la guerre
(art. 438 CPU) ; restitution de toutes les œuvres
comme condition de tout règlement.

LES RÈGLES APPLICABLES

Convention de La Haye de 1954, art. 4(3) (interdit le pillage des biens culturels) et 5
(occupation) ; Premier Protocole, par. 1 et 3 (empêcher l'exportation ; restitution à la fin des
hostilités).

Règlement de La Haye de 1907, art. 47 et 56 ; Statut de Rome, art. 8(2)(b)(xvi) pillage ; art.
8(2)(b)(ix) biens culturels.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

L'inventaire complet de ce qui est arrivé à Simferopol et de ce qui a pu être
transféré plus loin en Russie.

Quels commandants ont fourni les camions et l'escorte.

Si des œuvres sont apparues sur le marché de l'art.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Vérifier la provenance. Exiger des maisons de vente et des marchands qu'ils vérifient toute peinture des XVIIIe–XXe siècles ayant un
historique dans le sud de l'Ukraine à l'aide du catalogue du HUR et de la base de données d'Interpol sur les œuvres d'art volées.

Enregistrer les œuvres. Inscrire la collection de Kherson dans les registres nationaux des œuvres d'art volées et soutenir les listes rouges
d'urgence de l'ICOM pour l'Ukraine.

Faire de la restitution une condition. Inscrire la restitution des biens culturels pillés, y compris la collection de Kherson, dans tout texte de
règlement ou de cessez-le-feu.

Harmoniser les sanctions. Reprendre les inscriptions de l'UE de 2023 visant le directeur du musée de Simferopol et la directrice de
Kherson nommée par la Russie.

Sources : A — UNESCO, Sites culturels endommagés en Ukraine vérifiés par l'UNESCO (chiffres au 29 sept. 2026) ; Convention de La
Haye de 1954 et Premier Protocole (textes des traités). B — Bureau du Procureur général, notifications de soupçon (rapportées par
Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026) ; HUR, catalogue des « objets volés » (war-sanctions.gur.gov.ua). C — Human Rights Watch, « Ukraine:
Russians Pillage Kherson Cultural Institutions » (20 déc. 2022) ; US Art News (sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis, juin 2023) ;
Kyiv Independent, Artnet, The Moscow Times (nov. 2022). RU — déclarations de l'administration de Kherson installée par la Russie, 26 oct.
2022 (via HRW). Toutes consultées le 24 oct. 2026.

MUSÉES DE KHERSON
PROJET V0.1 · 24 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
REGISTRE DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

KHERSON, 2022: A MUSEUM EMPTIED IN FIVE DAYS

2 photographs from official sources, as shown on the live page. Each image is credited and openly licensed; videos are linked to the official post (scan the code). No image shows the dead; graphic aftermath is blurred in print. The downloadable pack on the live page holds the full-size files and their SHA-256.

UKRAINE EVIDENCE HUB
VERIFIED RECORD
OCT 2026



The Kherson Art Museum building, the former City Duma on Soborna Street, before the full-scale invasion (2009)

Павло Подобєд · серпень 20 · Public domain

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Miska_ratusha_kherson.jpg



Kherson after liberation, 14 Nov 2022 — ten days after the occupation authorities finished removing the museum's collection

Defense of Ukraine · 2022-11-14 · Public domain

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ukrainian_and_EU_flags_in_Kherson.jpg



Live page and evidence pack (ZIP): ukraine-evidence.org/#cases/hist-kherson-museum-2022/media. This appendix is not an evidence repository: original material is held by the Office of the Prosecutor General of Ukraine (warcrimes.gov.ua) and the ICC Office of the Prosecutor.